RAPPORT D'ACTIVITE

2017

IDENTIFICATION DU SERVICE

Nom : **asbl MEDIANTE**

Activité : **Service de médiation agréé dans le cadre de la loi du 22 juin 2005 relative à la médiation en matières pénales**

Coordonnées : **Avenue Comte de Smet de Nayer, 1 bte 16**
5000 NAMUR

☎ **081/22.66.60** 🖷 **081/22.77.60**

E-mail : info@mediante.be

SOMMAIRE

- **Bilan qualitatif 2017** p.3

- **Rapport d'activité quantitatif 2017** p. 12

  - *Statistiques par antenne locale* *p. 12*
  - *Statistiques globales* *p. 54*

- **Formulaires NP1** p. 59
- **Annexes** p. 60

BILAN QUALITATIF 2017

L'année 2017 devrait être la troisième et dernière année de transition dans le processus de communautarisation de la mission de médiation réparatrice.

Au cours de ces trois années, nous avons tenté d'identifier et d'intégrer les nouvelles opportunités offertes par ce processus en ce qu'elles pouvaient constituer une avancée significative sur le plan de la gestion des partenariats et du cadre méthodologique d'intervention.

Fin 2014, nous apprenions que le transfert de compétence des maisons de justice et des missions annexes, dont la médiation réparatrice, allait conduire à un **regroupement cohérent de divers partenaires judiciaires** au sein d'une même administration et d'un même pouvoir de tutelle.

Cette perspective stimulante allait se concrétiser au cours de **l'année 2015**.
La nouvelle « administration générale maisons de justice » nous associe, avec l'ensemble des partenaires, à une réflexion sur la définition de notre mission dans une perspective d'harmonisation des interventions auprès des justiciables. Cette réflexion a créé l'opportunité de redéfinir la mission de médiation entre auteurs et victimes en la renommant **'aide à la communication'** entre justiciables dans une perspective de justice réparatrice. Cette reformulation ne vise pas à changer fondamentalement le contenu de la mission de médiation mise en œuvre dans le cadre des articles 553-555 du CIC. Elle permet simplement une meilleure lisibilité du service auprès des justiciables (surtout auprès des victimes) qui ont du mal à associer le terme de médiation à la gestion des conséquences d'une infraction particulièrement violente ou traumatisante.

En 2016, nous avons été engagés dans une concertation plus technique portant sur le découpage de notre activité en vue de définir les modalités d'agrément et de subvention. Ce fut également l'année de la finalisation du décret partenariat.

Jusque-là, en dehors de notre participation aux réunions de travail mises en place par l'AGMJ, le processus de communautarisation n'avait pas vraiment d'incidence directe sur l'activité habituelle du service. Dans la perspective du dispositif de concertation prévu par le décret, nous avions suspendu toute démarche de concertation bilatérale avec les services partenaires communautarisés. Nous restions focalisés sur l'amélioration de la collaboration avec les partenaires judiciaires par le biais de l'application de la circulaire COL5/2014 sur le devoir d'information des magistrats.

En revanche, dans le courant de **l'année 2017,** bien que l'on se situe toujours dans une période de transition au regard d'une pleine application du décret partenariat, on

a commencé à observer une incidence de ce dernier sur certains volets de l'activité du service.

Nous proposons de présenter ce bilan qualitatif 2017 en trois volets.

- **L'incidence, globalement positive, du nouveau cadre institutionnel** sur la clarification des missions et la qualité du partenariat ;

- **Les difficultés persistantes** au niveau de la collaboration avec les instances judiciaires et les perspectives à envisager ;

- **Les activités annexes** particulièrement marquantes : conférences, formations, média…

1) INCIDENCE DU NOUVEAU CADRE INSTITUTIONNEL

a) Le champ d'application du nouveau décret **offre plus de clarté dans la prise en charge de médiations que l'on aurait qualifiées jusqu'à présent d' « atypiques »,** à savoir :

   - les médiations entre justiciables en dehors de la configuration classique « auteur-victime » ;
   - les médiations dans le cadre d'infractions n'ayant pas fait l'objet d'une plainte ;
   - les médiations dans le cadre de conflits de voisinage où l'dentification d'une infraction pénale est difficile, malgré qu'ils soient référés à des services de police..

   Jusqu'à présent, le cadre de la loi fédérale du 22 juin 2005 ne faisait pas vraiment obstacle à ce type de prises en charge dans la mesure où il offrait déjà la possibilité de médiations à « … *toutes personnes ayant un intérêt direct dans une procédure judiciaire. ».* Il s'agit d'une loi, généralement reconnue comme maximaliste quant au champ d'application de la médiation, qui nous avait déjà permis d'explorer d'autres configurations de mises en communication en incluant, par exemple, des proches d'auteurs ou des témoins.

   Nous avions également déjà pu explorer la pertinence d'intervenir 'hors dépôt de plainte'. Cette ouverture avait été opérée en concertation avec notre pouvoir de tutelle de l'époque (Ministre de la Justice et SPF justice) car, sur ce plan, la référence à la loi de 2005 pouvait être sujette à interprétation.[1]

[1] Nous avons fait état de cette réflexion dans notre rapport d'activité de 2013.

Sur ce plan, le nouveau décret, en définissant son champ d'application au niveau des missions des services partenaires agréés et des justiciables bénéficiaires, **a permis de lever certaines ambiguïtés et laisse moins de place à l'interprétation** quant à la légitimité et la pertinence d'une médiation réparatrice.

- Ainsi, la mission 'aide à la communication', définie comme un espace de communication entre des justiciables impactés par une infraction ainsi que la large catégorie des justiciables concernés (auteurs, proches d'auteurs, victimes, proches de victimes, tiers..), consacre une vision plus large de l'offre restauratrice au-delà de la dyade auteur-victime.

- Dans la définition du statut de victime, la précision selon laquelle une *'…infraction ne doit pas nécessairement avoir été établie par une autorité judiciaire…',* confirme la possibilité d'une médiation dans des dossiers où le dépôt de plainte n'est plus possible (prescription) ou dans des dossiers sensibles où certaines victimes souhaitent un échange réparateur avec l'auteur tout en voulant éviter les effets collatéraux dommageables que leur occasionnerait un dépôt de plainte.

- Enfin, dans la définition du statut d'auteur, la précision selon laquelle '…*un simple dépôt de plainte peut donc suffire pour qu'une personne soit qualifiée d'auteur…'* ouvre la possibilité d'intervenir utilement dans des relations de voisinage hautement conflictuelles où le caractère pénal de l'infraction dénoncée n'est pas toujours bien identifiable.

Cependant, malgré une articulation de missions visant à couvrir de manière complémentaire l'ensemble des besoins des justiciables, certaines demandes d'interventions adressées à notre service ont révélé qu'il subsiste certaines zones de recouvrement entre missions.

Ainsi, des demandes de **médiations entre auteurs détenus et leurs enfants** soulèvent la question du champ d'intervention respectif des missions *« aide à la communication »* et *« aide au lien ».* Les concertations que nous avons menées avec des services agréés pour cette mission (SAD, Relais enfants-parents) ne nous ont pas permis d'apporter une réponse claire à cette question. De ce point de vue, les lieux de concertation prévus par le décret pour améliorer la qualité d'offre de service aux justiciables, devraient constituer un espace idéal pour ce type d'exercice.

Les médiations menées dans un **contexte de conflit de voisinage** soulèvent également des questions de champ de compétence mais d'une manière différente, dans la mesure où elles se posent avec des services non partenaires des maisons de justices (médiations de quartier, médiations locales, sanctions administratives…). A défaut de pouvoir s'inscrire dans une concertation triangulée par l'AGMJ, notre position actuelle est de n'intervenir qu'à titre subsidiaire par rapport à ces services, de veiller à mobiliser prioritairement d'autres ressources

locales et, d'une manière générale, limiter notre investissement dans ce type de dossier.

b) Ce nouveau champ d'application défini par le décret a déterminé un autre volet important de l'activité 2017 **: la constitution d'un dossier de demande d'agrément.** Ce dossier, au-delà de la requête de données quantitatives et administratives, comprenait également la production d'un **document relatif à la méthodologie du service.** Ce travail a été l'occasion de redéfinir et de mettre à jour les grands axes de cette méthodologie en y intégrant les nouvelles opportunités évoquées ci-avant en termes d'élargissement et de clarification du champ d'intervention.

   A son tour, cet élargissement a bousculé notre système d'encodage qui, jusqu'à présent, était principalement axé sur le recueil de données relatives à la dyade 'auteur-victime' et d'anciens critères de comptabilisation pour la subvention.

   Nous avons donc sollicité un service informatique extérieur pour nous aider à revoir la conception de notre base de données et à réadapter notre système d'encodage. Ce travail a été entrepris en ayant connaissance de ce que l'AGMJ allait également se doter d'un système d'enregistrement de données adapté à l'ensemble des services partenaires. Après concertation avec l'AGMJ, nous avons été encouragés à poursuivre la mise à jour d'un système d'encodage spécifique à notre mission dans la perspective, qu'à termes, les deux systèmes puissent se compléter et s'articuler utilement.

   La constitution de ce dossier d'agrément a également donné une impulsion à la finalisation d'un code déontologie interne comprenant entre autres des balises en matière de protection de données confidentielles. Il serait intéressant que nous puissions harmoniser ces balises avec un cadre déontologique plus large conçu au niveau de l'AGMJ.

c) Enfin, toujours dans le cadre des retombées du décret, la perspective d'une meilleure synergie entre les missions des services partenaires a déjà pu commencer à se concrétiser sur un axe fondamental : **la consolidation de la collaboration entre les missions 'Maisons de Justice' et la médiation réparatrice.** Depuis de nombreuses années, nous en appelons à une amélioration de cette collaboration,[2] avec la conviction que cela pourrait non seulement augmenter l'offre de médiation, mais surtout constituer une plus-value pour l'exercice même des missions 'Maisons de Justice'. Cette perspective semble avoir trouvé un début de réalisation dès juin 2017 par le démarrage d'un long processus de concertation avec tous les acteurs de terrain des M.J., triangulé par l'AGMJ. Cette triangulation est fondamentale dans la mesure où elle répond aussi à la nécessité d'inscrire cette collaboration à un niveau structurel, au-delà des démarches de sensibilisation bilatérales entre services.

[2] Jusqu'à présent, cette collaboration est toujours restée en-deçà des expectatives de départ si l'on se réfère aux racines politiques qui ont généré la création des maisons de justice et l'émergence des projets nationaux en 1998, dont la médiation réparatrice.

Par ailleurs, un heureux hasard semble avoir fait coïncider cette initiative avec une réflexion de fond menée au sein de l'AGMJ sur le concept de désistance et sur la manière dont il pourrait réorienter la vision des missions MJ depuis leur transfert au sein de la FWB. Indépendamment des conclusions formelles de ce travail, on peut d'ores et déjà y entrevoir une ouverture des missions MJ sur un objectif plus large de resocialisation des auteurs au-delà du contrôle du respect de conditions, sur la nécessité d'une meilleure collaboration avec d'autres services et sur la plus-value de l'engagement du justiciable dans un processus réparateur.

2) COLLABORATION AVEC LES INSTANCES JUDICIAIRES

Dans notre rapport d'activité 2016, nous avons consacré une large part du bilan qualitatif à l'impact de la circulaire COL5/2014 sur l'effectivité du devoir d'information des magistrats en matière de médiation et sur l'articulation entre la médiation pénale et la médiation réparatrice.[3]Nous en avions fait un bilan mitigé en regrettant une application minimaliste et à géométrie variable selon les arrondissements. Les disparités se situaient surtout au niveau de l'offre de médiation dans des dossiers d'accident de la route.

Le bilan 2017, n'est guère plus positif. On constate même une diminution des médiations sollicitées au départ de l'information automatique adressée avant jugement par le parquet aux deux parties, sauf sur l'arrondissement de Bruxelles où, de ce point de vue, la circulaire est appliquée de manière optimale. [4] Entre 2016 et 2017 on passe de 360 à 299 médiations à ce stade de la procédure. Ce décalage est d'autant plus marquant que, dans le même temps, on observe à Bruxelles une augmentation de 112 à 133 médiations à ce même stade (voir tableau 3 p. 17 et le tableau correspondant dans le rapport 2016).

Il est vrai qu'au cours de cette année, nous avons fait le choix de ne plus nous mobiliser dans des démarches de sensibilisation ciblées auprès de certains parquets. Ce choix a d'abord été dicté par l'exigence d'un investissement prioritaire dans le processus de communautarisation et d'agrément. Mais nous avons aussi désinvesti ces démarches de sensibilisation en raison de leur incidence très limitée lorsqu'elles sont menées de manière bilatérale à un niveau local.

[3] Sur le plan du devoir d'information, rappelons que cette circulaire précise les modalités pratiques d'information des justiciables à différents stades de la procédure judiciaire en préconisant, entre autres, l'envoi automatique d'un courrier d'information.

[4] Voir « Etat des lieux et impact de l'application de la circulaire COL5/2014 » rapport d'activité 2016, p.3 , où l'on précise également en quoi consiste le dispositif d'information automatique ciblée mis en place à Bruxelles, nommé également « Offre Linéaire-lineair Aanbod » (OLA).

En effet, nous avons dû constater que bon nombre des difficultés rencontrées sont en partie liées aux marges d'interprétations laissées par la circulaire COL5/2014 et que, de ce fait, il y aurait lieu de faire un bilan de son mode d'application au niveau du Collège des Procureurs généraux.

Cette démarche nous amène à réitérer la nécessité de maintenir un ancrage avec le système judiciaire, notamment en considérant les possibilités de participation aux différents groupes de travail du Collège des Procureurs généraux en lien avec la médiation réparatrice, à savoir le ***'groupe expertise victimes'***, pour sa compétence en matière de dispositif d'information spécifique des victimes et le ***'groupe expertise médiation'*** pour sa compétence dans l'élaboration de la circulaire COL5/2014. Ce groupe ne s'est malheureusement plus réuni depuis lors alors qu'il y a lieu d'améliorer son mode d'application.

Nous avions projeté une attente particulière dans cette circulaire quant au renforcement des possibilités de médiation avant jugement. L'enjeu de ce renforcement n'est pas seulement de contribuer à une augmentation quantitative de médiations à ce stade particulier de la procédure. Il s'agit aussi d'un enjeu important **quant à la portée de la mission « Aide à la communication dans une perspective de Justice restauratrice ».** En effet, outre l'apaisement interpersonnel apporté aux justiciables, il est aussi primordial que cet espace de communication et de concertation leur permette d'avoir une incidence utile sur la décision judiciaire.

Cet objectif est bien identifié dans la demande d'agrément pour la mission *« Aide à la communication »* : ***« …Un modèle de justice réparatrice, à défaut de pouvoir se substituer à une procédure pénale, doit au moins garder l'ambition d'apporter une plus-value à la qualité des décisions prises en y intégrant les souhaits et engagements des parties concernées… »[5].***

3) AUTRES ACTIVITES ANNEXES

Nous regroupons habituellement sous cette rubrique des activités de formations suivies ou données, des participations ou des interventions dans des conférences, des participations à des recherches, des collaborations avec des média pour la production de documents d'information et de sensibilisation à la justice restauratrice.

Formations suivies :

- Au cours des années 2016 et 2017, il y a eu un investissement important de la part de l'ensemble du service dans différents **modules de formation sur la violence conjugale**. Ces formations nous ont permis d'affiner les repères méthodologiques de nos interventions de médiation dans ce type de dossiers et de pouvoir, de notre côté, les soumettre au débat dans le cadre d'un colloque

[5] Cf. document *« Méthodologie de la mission 'aide à la communication' »* joint au dossier de demande d'agrément de Médiante.

organisé le 31 mars 2017 par la *« Permanence Médiation du Tribunal de la Famille de Bruxelles »* sur le thème *'Les familles face à la violence' (*voir annexe1)

- Participation collective à un module de **formation délivré par l'AWSR[6]** portant sur le processus de victimisation spécifique dans les accidents de la route et sur les modalités d'intervention des assurances dans la réparation du dommage. Cette formation a permis d'optimaliser la collaboration fort utile avec l'AWSR dans l'organisation de médiations entre parties impliquées dans un accident avec décès ou blessures graves.

- Participation active individuelle à la semaine de la ***« Summer school »*** organisée à Côme par le *« European Forum for Restorative Justice »* sur le thème de l'application de la justice restauratrice dans **les infractions graves** (voir annexe 2)

Formations données :

- Intervention dans le cadre du module de formation ***« La place de la victime dans le système pénal »*** organisé par l'Institut de Formation Judiciaire. Il s'agit d'une intervention annuelle récurrente. Notre intervention porte sur « *La place de la médiation organisée par la loi du 22 juin 2005 dans une politique en faveur des victimes ».*
  Cette année, il y a eu exceptionnellement deux sessions : l'une organisée en **janvier 2017** adressée aux stagiaires judiciaires, aux magistrats candidats à une fonction au sein du tribunal de l'application des peines, aux assesseurs en application des peines et l'autre organisée **en juin**, adressée principalement aux juristes et criminologues de parquet (voir annexe 3).
  L'intérêt de cette formation se traduit par un nombre toujours croissant de magistrats stagiaires qui choisissent d'intégrer Médiante dans la planification de leurs stages extérieurs. En 2017, nous avons accueilli sept stagiaires judiciaires.

- Intervention dans le cadre du **certificat interuniversitaire en médiation locale, scolaire, pénale et en soins de santé** organisé par les Facultés Saint-Louis. Notre intervention est sollicitée pour présenter les enjeux de la médiation dans le champ pénal par rapport à d'autres champs d'application.

- Intervention annuelle dans le cadre du cours ***"méthodes d'intervention en inadaptation sociale"*****, de la faculté de psychologie de l'ULg** ; apprentissage d'une pratique de terrain à l'attention d'étudiants en psychologie et criminologie.

[6] Agence Wallonne pour la Sécurité Routière.

- Dans le domaine des formations données, on pourrait inclure **une série de sollicitations internationales** souhaitant bénéficier de l'expérience du modèle belge en matière de médiation restauratrice.

  - En avril 2017, rencontre à l'ambassade du Luxembourg à Bruxelles du **Ministre de la justice luxembourgeois** et de ses collaborateurs. Cette rencontre s'inscrivait dans le cadre d'une nouvelle législation luxembourgeoise en matière de justice restauratrice inspirée de la législation française. Malgré cette référence française sur le plan législatif, en termes d'application sur le terrain, le choix du Ministre s'est porté sur le modèle belge avec le souhait de solliciter la participation de Médiante à la formation d'un groupe de médiateurs luxembourgeois sensés opérer dans le cadre de cette nouvelle loi. (Voir annexe 4)

  - En septembre 2017, accueil de représentants de l'association française **« Citoyens et justice »** (voir annexe 5) et en décembre 2017, accueil de **représentants de l'administration pénitentiaire française.** Ces deux rencontres ont été organisées au sein de l'AGMJ avec des interventions conjointes de la direction MJ et de Médiante.

  - Participation au programme de formation organisé par **IJJO (international juvenile justice observatory)** en partenariat avec la *KULeuven* et l' *'European Forum for Restorative Justice'*, et financé par la Commission Européenne sur la thématique de la Justice restauratrice impliquant des victimes mineures *(Implementing Restorative Justice with Child Victims*). Il s'agit d'un programme de formation impliquant 6 pays (France, Finlande, Bulgarie, Lettonie, Irlande du Nord et Belgique) sous le modèle « mentor – mentee » avec la Belgique, la Finlande et l'Irlande du Nord comme pays 'mentors'. Le volet belge du programme prévoyait une journée de visite de terrain et trois journées de formation. Nous avons été impliqués à la fois dans la visite de terrain et dans une des journées de formation :

    - Accueil conjoint des participants avec l'asbl 'Arpège' (Service d'actions réparatrices pour mineurs auteurs d'infractions) à Liège pour présenter notre méthodologie respective d'intervention auprès de victimes mineures.
    - Intervention analogue dans le cadre du séminaire de formation qui se tenait à Leuven et ouvert à un public plus large (voir annexe 6).

  - Interventions dans deux conférences organisées en France :

    - **Amiens : « Vers une justice restaurative »,** à l'invitation de l'association 'France Victimes ' et de la Cour d'Appel d'Amiens. (voir annexe 7)
    - **Lyon : « Justice restaurative : retour d'expériences ;** Quelle philosophie, quel sens, quels acteurs ? », à l'invitation de l'université de Lyon (voir annexe 8).

Collaboration avec des média :

Le service est régulièrement sollicité par divers médias pour faire état de sa pratique, généralement avec la contribution de témoignages de bénéficiaires. Il peut s'agir d'articles écrits, de documentaires pour des chaines de télévision ou des réalisations plus importantes. Nous y répondons selon la qualité des projets et nos disponibilités. La sollicitation de témoignages auprès de bénéficiaires peut s'avérer laborieuse en raison des garanties déontologiques dont il faut tenir compte. Cette année, nous avons accepté de répondre à trois demandes dans des registres assez différents :

- Participation à la réalisation d'un film documentaire dans le cadre d'un projet de promotion de la justice restauratrice soutenu par l'AJURES (Association pour la justice restaurative en Suisse) et d'une expérience pilote de médiation en milieu carcéral menée dans une prison suisse. (Voir annexe 9)

- Contribution à la rédaction d'un article sur la justice restaurative en Belgique pour la revue française « Philosophie Magazine ».

- Réalisation du sous-titrage en français du film d'une prestation théâtrale de la troupe *'No Theater »* sur une conférence restaurative *« A conversation »* ; participation à la projection du film dans le cadre de la semaine sur la Justice restauratrice et animation du débat qui en a suivi.

TABLEAUX STATISTIQUES PAR SERVICE

Antenne d'ARLON

Tableau 1 : demandes de médiation enregistrées au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017

Niveaux d'intervention	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	TOTAL
Alternative à la détention préventive					0
Avant jugement	1	1	2	6	10
Avant poursuites		1			1
Classement sans suite					0
Condamné et incarcéré	3	11	1	3	18
Détention limitée					0
Détention préventive	1				1
Interné					0
Libération conditionnelle			3	1	4
Post-judiciaire		7			7
Probation					0
Surveillance électronique	3				3
Hors dépôt de plainte					0
Jugement					0
Liberté provisoire					0
Autre (dyades particulières)					0
Total général	**8**	**20**	**6**	**10**	**44**

Tableau 2 : médiations effectives issues des demandes introduites au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017

Niveaux d'intervention	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	TOTAL
Alternative à la détention préventive					**0**
Avant jugement	1	1	2	4	**8**
Avant poursuites		1		2	**3**
Classement sans suite					**0**
Condamné et incarcéré	3	10	1		**14**
Détention limitée					**0**
Détention préventive	1				**1**
Interné					**0**
Libération conditionnelle			3		**3**
Post-judiciaire		5			**5**
Probation					**0**
Surveillance électronique	3				**3**
Hors dépôt de plainte					**0**
Jugement					**0**
Liberté provisoire					**0**
Autre (dyades particulières)					**0**
Total général	**8**	**17**	**6**	**6**	**37**

Tableau 3 : répartition des partenaires judiciaires ayant relayé les demandes reprises au tableau 1

Partenaires Relais	**1er trimestre**	**2ème trimestre**	**3ème trimestre**	**4ème trimestre**	**TOTAL**
Offre judiciaire aux deux parties	**1**	**2**	**2**	**5**	**10**
Citation / Invitation	1	1	2	5	**9**
Chambre du Conseil		1			**1**
Offre Automatique Roulage					**0**
Offre Automatique Ciblée					**0**
Offre Proactive du Juge d'Instruction					**0**
Offre Proactive du Procureur					**0**
Offre Proactive du TAP					**0**
Offre Proactive du Tribunal					**0**
Relais « auteur »	**7**	**10**	**1**	**5**	**23**
Avocat de l'Auteur					**0**
Demande Rebond				1	**1**
Demande spontanée de l'auteur	4	5	1	4	**14**
Maison de Justice	3				**3**
Police					**0**
Service d'aide aux Justiciables/SAD					**0**
Service Interne Prison		5			**5**
Information Classement Sans Suites					**0**
Relais Non Judiciaires					**0**
Relais « victime »	**0**	**8**	**3**	**0**	**11**
Assistante Policière aux Victimes					**0**
Avocat Victime					**0**
Demande Rebond		8	3		**11**
Demande spontanée de la Victime					**0**
Dépôt de Plainte					**0**
Information Classement Sans Suites					**0**
Information Modalités d'Exécution de la Peine					**0**
Maison de Justice					**0**
Police					**0**
Service d'Aide aux Victimes					**0**
Relais Non Judiciaires					**0**
Total	**8**	**20**	**6**	**10**	**44**

Antenne de BRUXELLES

Tableau 1 : demandes de médiation enregistrées au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017

Niveaux d'intervention	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	TOTAL
Alternative à la détention préventive	2		3	1	**6**
Avant jugement	27	34	19	15	**95**
Avant poursuites	12	17	9	10	**48**
Classement sans suite			1		**1**
Condamné et incarcéré	20	11	10	4	**45**
Détention limitée					**0**
Détention préventive	3	17	4	8	**32**
Interné		1	1		**2**
Libération conditionnelle		1	2	1	**4**
Post-judiciaire		3	2	2	**7**
Probation	3		1		**4**
Surveillance électronique		2			**2**
Hors dépôt de plainte		1			**1**
Jugement					**0**
Liberté provisoire					**0**
Autre (dyades particulières)					**0**
Total général	**67**	**87**	**52**	**41**	**247**

Tableau 2 : médiations effectives issues des demandes introduites au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017

Niveaux d'intervention	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	TOTAL
Alternative à la détention préventive			2	1	**3**
Avant jugement	10	12	10	9	**41**
Avant poursuites	9	9	8	8	**34**
Classement sans suite					**0**
Condamné et incarcéré	9	10	7	3	**29**
Détention limitée					**0**
Détention préventive	2	11	2	6	**21**
Interné		1	1		**2**
Libération conditionnelle					**0**
Post-judiciaire		2	1	1	**4**
Probation	3		1		**4**
Surveillance électronique		2			**2**
Hors dépôt de plainte		1			**1**
Jugement					**0**
Liberté provisoire					**0**
Autre (dyades particulières)					**0**
Total général	**33**	**48**	**32**	**28**	**141**

Tableau 3 : répartition des partenaires judiciaires ayant relayé les demandes reprises au tableau 1

Partenaires Relais	**1er trimestre**	**2ème trimestre**	**3ème trimestre**	**4ème trimestre**	**TOTAL**
Offre judiciaire aux deux parties	**35**	**52**	**24**	**22**	**133**
Citation / Invitation	2	9	3	1	**15**
Chambre du Conseil					**0**
Offre Automatique Roulage	8	12	6	7	**33**
Offre Automatique Ciblée	22	24	14	14	**74**
Offre Proactive du Juge d'Instruction	1	1			**2**
Offre Proactive du Procureur	2	1	1		**4**
Offre Proactive du TAP		2			**2**
Offre Proactive du Tribunal		3			**3**
Relais « auteur »	**23**	**31**	**23**	**18**	**95**
Avocat de l'Auteur	6	5	6	3	**20**
Demande Rebond	1				**1**
Demande spontanée de l'auteur	1	14	4	5	**24**
Maison de Justice		2	1	2	**5**
Police					**0**
Service d'aide aux Justiciables/SAD	1	2	4	1	**8**
Service Interne Prison	14	8	6	7	**35**
Information Classement Sans Suites					**0**
Relais Non Judiciaires			2		**2**
Relais « victime »	**9**	**4**	**5**	**1**	**19**
Assistante Policière aux Victimes	1		1		**2**
Avocat Victime	2				**2**
Demande Rebond	1		1		**2**
Demande spontanée de la Victime					**0**
Dépôt de Plainte	1	1			**2**
Information Classement Sans Suites					**0**
Information Modalités d'Exécution de la Peine					**0**
Maison de Justice	2	3		1	**6**
Police					**0**
Service d'Aide aux Victimes			2		**2**
Relais Non Judiciaires	2		1		**3**
Total	**67**	**87**	**52**	**41**	**247**

Antenne de CHARLEROI

Tableau 1 : demandes de médiation enregistrées au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017

Niveaux d'intervention	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	TOTAL
Alternative à la détention préventive	6	1	1	3	**11**
Avant jugement	18	9	23	2	**52**
Avant poursuites	2	8	5	4	**19**
Classement sans suite	1			1	**2**
Condamné et incarcéré	10	10	4	9	**33**
Détention limitée					**0**
Détention préventive	4	3	1	2	**10**
Interné			1		**1**
Libération conditionnelle	4			4	**8**
Post-judiciaire	1	1		1	**3**
Probation	3		3	1	**7**
Surveillance électronique	1		1		**2**
Hors dépôt de plainte			1		**1**
Jugement					**0**
Liberté provisoire					**0**
Autre (dyades particulières): *témoin*	2				**2**
Total général	**52**	**32**	**40**	**27**	**151**

Tableau 2 : médiations effectives issues des demandes introduites au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017

Niveaux d'intervention	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	TOTAL
Alternative à la détention préventive	5	1		3	**9**
Avant jugement	14	4	13	2	**33**
Avant poursuites	2	6	5	2	**15**
Classement sans suite	1				**1**
Condamné et incarcéré	10	5	3	3	**21**
Détention limitée					**0**
Détention préventive	2	2	1	1	**6**
Interné					**0**
Libération conditionnelle	3				**3**
Post-judiciaire					**0**
Probation	3		2		**5**
Surveillance électronique	1		1		**2**
Hors dépôt de plainte			1		**1**
Jugement					**0**
Liberté provisoire					**0**
Autre (dyades particulières): *témoin*	2				**2**
Total général	**43**	**18**	**26**	**11**	**98**

Tableau 3 : répartition des partenaires judiciaires ayant relayé les demandes reprises au tableau 1

Partenaires Relais	**1er trimestre**	**2ème trimestre**	**3ème trimestre**	**4ème trimestre**	**TOTAL**
Offre judiciaire aux deux parties	**16**	**8**	**10**	**1**	**35**
Citation / Invitation	16	8	10	1	**35**
Chambre du Conseil					**0**
Offre Automatique Roulage					**0**
Offre Automatique Ciblée					**0**
Offre Proactive du Juge d'Instruction					**0**
Offre Proactive du Procureur					**0**
Offre Proactive du TAP					**0**
Offre Proactive du Tribunal					**0**
Relais « auteur »	**21**	**13**	**23**	**17**	**74**
Avocat de l'Auteur					**0**
Demande Rebond		2	14	3	**19**
Demande spontanée de l'auteur	4	2		5	**11**
Maison de Justice	7		3	4	**14**
Police		1		1	**2**
Service d'aide aux Justiciables/SAD	10	7	2	3	**22**
Service Interne Prison			4		**4**
Information Classement Sans Suites					**0**
Relais Non Judiciaires		1		1	**2**
Relais « victime »	**15**	**11**	**7**	**9**	**42**
Assistante Policière aux Victimes	5	6		1	**12**
Avocat Victime					**0**
Demande Rebond				1	**1**
Demande spontanée de la Victime	1				**1**
Dépôt de Plainte					**0**
Information Classement Sans Suites					**0**
Information Modalités d'Exécution de la Peine					**0**
Maison de Justice	2	3	2	1	**8**
Police	1	2	4		**7**
Service d'Aide aux Victimes	6		1	6	**13**
Relais Non Judiciaires					**0**
Total	**52**	**32**	**40**	**27**	**151**

Antenne de DINANT

Tableau 1 : demandes de médiation enregistrées au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017

Niveaux d'intervention	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	TOTAL
Alternative à la détention préventive					0
Avant jugement	9	1	1		11
Avant poursuites	1	1			2
Classement sans suite					0
Condamné et incarcéré	3				3
Détention limitée					0
Détention préventive	4		4		8
Interné					0
Libération conditionnelle					0
Post-judiciaire		1		2	3
Probation	2		2	2	6
Surveillance électronique					0
Hors dépôt de plainte			1		1
Jugement					0
Liberté provisoire					0
Autre (dyades particulières)					0
Total général	19	3	8	4	34

Tableau 2 : médiations effectives issues des demandes introduites au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017

Niveaux d'intervention	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	TOTAL
Alternative à la détention préventive					0
Avant jugement	6		1		7
Avant poursuites	1	1			2
Classement sans suite					0
Condamné et incarcéré	1				1
Détention limitée					0
Détention préventive	2		3		5
Interné					0
Libération conditionnelle					0
Post-judiciaire		1		1	2
Probation	1		1	2	4
Surveillance électronique					0
Hors dépôt de plainte			1		1
Jugement					0
Liberté provisoire					0
Autres (dyades particulières)					0
Total général	11	2	6	3	22

Tableau 3 : répartition des partenaires judiciaires ayant relayé les demandes reprises au tableau 1

Partenaires Relais	**1er trimestre**	**2ème trimestre**	**3ème trimestre**	**4ème trimestre**	**TOTAL**
Offre judiciaire aux deux parties	**9**	**1**	**1**	**0**	**11**
Citation / Invitation	9	1	1		**11**
Chambre du Conseil					**0**
Offre Automatique Roulage					**0**
Offre Automatique Ciblée					**0**
Offre Proactive du Juge d'Instruction					**0**
Offre Proactive du Procureur					**0**
Offre Proactive du TAP					**0**
Offre Proactive du Tribunal					**0**
Relais « auteur »	**8**	**1**	**6**	**4**	**19**
Avocat de l'Auteur					**0**
Demande Rebond	2				**2**
Demande spontanée de l'auteur					**0**
Maison de Justice	1		2	2	**5**
Police					**0**
Service d'aide aux Justiciables/SAD	5		4	2	**11**
Service Interne Prison					**0**
Information Classement Sans Suites					**0**
Relais Non Judiciaires		1			**1**
Relais « victime »	**2**	**1**	**1**	**0**	**4**
Assistante Policière aux Victimes		1			**1**
Avocat Victime					**0**
Demande Rebond	1		1		**2**
Demande spontanée de la Victime					**0**
Dépôt de Plainte	1				**1**
Information Classement Sans Suites					**0**
Information Modalités d'Exécution de la Peine					**0**
Maison de Justice					**0**
Police					**0**
Service d'Aide aux Victimes					**0**
Relais Non Judiciaires					**0**
Total	**19**	**3**	**8**	**4**	**34**

Antenne d'EUPEN

Tableau 1 : demandes de médiation enregistrées au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017

Niveaux d'intervention	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	TOTAL
Alternative à la détention préventive		3			**3**
Avant jugement					**0**
Avant poursuites	1			1	**2**
Classement sans suite	1		2	1	**4**
Condamné et incarcéré			6		**6**
Détention limitée					**0**
Détention préventive					**0**
Interné					**0**
Libération conditionnelle			1		**1**
Post-judiciaire		1			**1**
Probation					**0**
Surveillance électronique					**0**
Hors dépôt de plainte	1	1			**2**
Jugement					**0**
Liberté provisoire					**0**
Autre (dyades particulières)					**0**
Total général	**3**	**5**	**9**	**2**	**19**

Tableau 2 : médiations effectives issues des demandes introduites au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017

Niveaux d'intervention	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	TOTAL
Alternative à la détention préventive					**0**
Avant jugement					**0**
Avant poursuites	1			1	**2**
Classement sans suite	1		1	1	**3**
Condamné et incarcéré			6		**6**
Détention limitée					**0**
Détention préventive					**0**
Interné					**0**
Libération conditionnelle			1		**1**
Post-judiciaire					**0**
Probation					**0**
Surveillance électronique					**0**
Hors dépôt de plainte	1	1			**2**
Jugement					**0**
Liberté provisoire					**0**
Autres (dyades particulières)					**0**
Total général	**3**	**1**	**8**	**2**	**14**

Tableau 3 : répartition des partenaires judiciaires ayant relayé les demandes reprises au tableau 1

Partenaires Relais	**1er trimestre**	**2ème trimestre**	**3ème trimestre**	**4ème trimestre**	**TOTAL**
Offre judiciaire aux deux parties	**0**	**3**	**1**	**1**	**5**
Citation / Invitation					**0**
Chambre du Conseil		3			**3**
Offre Automatique Roulage					**0**
Offre Automatique Ciblée					**0**
Offre Proactive du Juge d'Instruction					**0**
Offre Proactive du Procureur			1	1	**2**
Offre Proactive du TAP					**0**
Offre Proactive du Tribunal					**0**
Relais « auteur »	**1**	**1**	**7**	**0**	**9**
Avocat de l'Auteur					**0**
Demande Rebond					**0**
Demande spontanée de l'auteur			1		**1**
Maison de Justice					**0**
Police		1			**1**
Service d'aide aux Justiciables/SAD			6		**6**
Service Interne Prison					**0**
Information Classement Sans Suites	1				**1**
Relais Non Judiciaires					**0**
Relais « victime »	**2**	**1**	**1**	**1**	**5**
Assistante Policière aux Victimes					**0**
Avocat Victime					**0**
Demande Rebond					**0**
Demande spontanée de la Victime	1				**1**
Dépôt de Plainte					**0**
Information Classement Sans Suites			1	1	**2**
Information Modalités d'Exécution de la Peine					**0**
Maison de Justice		1			**1**
Police	1				**1**
Service d'Aide aux Victimes					**0**
Relais Non Judiciaires					**0**
Total	**3**	**5**	**9**	**2**	**19**

Antenne de HUY

Tableau 1 : demandes de médiation enregistrées au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017

Niveaux d'intervention	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	TOTAL
Alternative à la détention préventive					**0**
Avant jugement	4	1		1	**6**
Avant poursuites	3	2	5	1	**11**
Classement sans suite	4	1		3	**8**
Condamné et incarcéré	23	12	8	11	**54**
Détention limitée					**0**
Détention préventive		2	2	1	**5**
Interné					**0**
Libération conditionnelle					**0**
Post-judiciaire					**0**
Probation	2				**2**
Surveillance électronique					**0**
Hors dépôt de plainte	2	6	2	2	**12**
Jugement					**0**
Liberté provisoire					**0**
Autre (dyades particulières)					**0**
Total général	**38**	**24**	**17**	**19**	**98**

Tableau 2 : médiations effectives issues des demandes introduites au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017

Niveaux d'intervention	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	TOTAL
Alternative à la détention préventive					**0**
Avant jugement	2			1	**3**
Avant poursuites	1	2	3	1	**7**
Classement sans suite	2	1		1	**4**
Condamné et incarcéré	12	7	5	10	**34**
Détention limitée					**0**
Détention préventive		1		1	**2**
Interné					**0**
Libération conditionnelle					**0**
Post-judiciaire					**0**
Probation	2				**2**
Surveillance électronique					**0**
Hors dépôt de plainte	2	4	2	2	**10**
Jugement					**0**
Liberté provisoire					**0**
Autres (dyades particulières)					**0**
Total général	**21**	**15**	**10**	**16**	**62**

Tableau 3 : répartition des partenaires judiciaires ayant relayé les demandes reprises au tableau 1

Partenaires Relais	**1er trimestre**	**2ème trimestre**	**3ème trimestre**	**4ème trimestre**	**TOTAL**
Offre judiciaire aux deux parties	**6**	**1**	**0**	**1**	**8**
Citation / Invitation	6	1		1	**8**
Chambre du Conseil					**0**
Offre Automatique Roulage					**0**
Offre Automatique Ciblée					**0**
Offre Proactive du Juge d'Instruction					**0**
Offre Proactive du Procureur					**0**
Offre Proactive du TAP					**0**
Offre Proactive du Tribunal					**0**
Relais « auteur »	**24**	**14**	**10**	**14**	**62**
Avocat de l'Auteur		5		5	**10**
Demande Rebond					**0**
Demande spontanée de l'auteur	5	2	8	1	**16**
Maison de Justice					**0**
Police	1		2	1	**4**
Service d'aide aux Justiciables/SAD	16	3		6	**25**
Service Interne Prison	2	4			**6**
Information Classement Sans Suites				1	**1**
Relais Non Judiciaires					**0**
Relais « victime »	**8**	**9**	**7**	**4**	**28**
Assistante Policière aux Victimes	2	7	2		**11**
Avocat Victime					**0**
Demande Rebond	1		2		**3**
Demande spontanée de la Victime					**0**
Dépôt de Plainte	1				**1**
Information Classement Sans Suites	3	1			**4**
Information Modalités d'Exécution de la Peine					**0**
Maison de Justice		1	2		**3**
Police			1	1	**2**
Service d'Aide aux Victimes					**0**
Relais Non Judiciaires	1			3	**4**
Total	**38**	**24**	**17**	**19**	**98**

Antenne de LIEGE

Tableau 1 : demandes de médiation enregistrées au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017

Niveaux d'intervention	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	TOTAL
Alternative à la détention préventive	1	3	1	1	**6**
Avant jugement	3	3	3	6	**15**
Avant poursuites	1		4	2	**7**
Classement sans suite				1	**1**
Condamné et incarcéré	9	22	5	14	**50**
Détention limitée					**0**
Détention préventive	5	9	5	2	**21**
Interné		2		4	**6**
Libération conditionnelle		1			**1**
Post-judiciaire				2	**2**
Probation		1		1	**2**
Surveillance électronique	2	3		1	**6**
Hors dépôt de plainte	2		1	2	**5**
Jugement					**0**
Liberté provisoire				2	**2**
Autre (dyades particulières)					**0**
Total général	**23**	**44**	**19**	**38**	**124**

Tableau 2 : médiations effectives issues des demandes introduites au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017

Niveaux d'intervention	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	TOTAL
Alternative à la détention préventive	1	3	1		**5**
Avant jugement	3	1	2	5	**11**
Avant poursuites	1		4	2	**7**
Classement sans suite				1	**1**
Condamné et incarcéré	7	15	3	4	**29**
Détention limitée					**0**
Détention préventive	5	7	4	2	**18**
Interné		2		3	**5**
Libération conditionnelle		1			**1**
Post-judiciaire				2	**2**
Probation		1		1	**2**
Surveillance électronique	1	1		1	**3**
Hors dépôt de plainte	2		1	2	**5**
Jugement					**0**
Liberté provisoire				2	**2**
Autres (dyades particulières)					**0**
Total général	**20**	**31**	**15**	**25**	**91**

Tableau 3 : répartition des partenaires judiciaires ayant relayé les demandes reprises au tableau 1

Partenaires Relais	**1er trimestre**	**2ème trimestre**	**3ème trimestre**	**4ème trimestre**	**TOTAL**
	3	**2**	**4**	**6**	**15**
Citation / Invitation	3	2	4	6	**15**
Chambre du Conseil					**0**
Offre Automatique Roulage					**0**
Offre Automatique Ciblée					**0**
Offre Proactive du Juge d'Instruction					**0**
Offre Proactive du Procureur					**0**
Offre Proactive du TAP					**0**
Offre Proactive du Tribunal					**0**
Relais « auteur »	**19**	**41**	**10**	**26**	**96**
Avocat de l'Auteur	3	6	3	5	**17**
Demande Rebond				1	**1**
Demande spontanée de l'auteur	15	24	4	2	**45**
Maison de Justice		3		3	**6**
Police		1		1	**2**
Service d'aide aux Justiciables/SAD		4	2	3	**9**
Service Interne Prison	1	3		9	**13**
Information Classement Sans Suites					**0**
Relais Non Judiciaires			1	2	**3**
Relais « victime »	**1**	**1**	**5**	**6**	**13**
Assistante Policière aux Victimes					**0**
Avocat Victime			2	1	**3**
Demande Rebond					**0**
Demande spontanée de la Victime			1	2	**3**
Dépôt de Plainte	1				**1**
Information Classement Sans Suites					**0**
Information Modalités d'Exécution de la Peine					**0**
Maison de Justice				1	**1**
Police		1	2		**3**
Service d'Aide aux Victimes					**0**
Relais Non Judiciaires				2	**2**
Total	**23**	**44**	**19**	**38**	**124**

Antenne de MARCHE

Tableau 1 : demandes de médiation enregistrées au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017

Niveaux d'intervention	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	TOTAL
Alternative à la détention préventive	1				1
Avant jugement		2	1	1	4
Avant poursuites			1		1
Classement sans suite					0
Condamné et incarcéré	2	29	2	11	44
Détention limitée					0
Détention préventive	1	1	1	1	4
Interné					0
Libération conditionnelle			1		1
Post-judiciaire			1		1
Probation					0
Surveillance électronique					0
Hors dépôt de plainte			1		1
Jugement			2		2
Liberté provisoire					0
Autre (dyades particulières)			2		2
Total général	4	32	12	13	61

Tableau 2 : médiations effectives issues des demandes introduites au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017

Niveaux d'intervention	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	TOTAL
Alternative à la détention préventive	1				**1**
Avant jugement		2	1	1	**4**
Avant poursuites			1		**1**
Classement sans suite					**0**
Condamné et incarcéré	2	13	2	4	**21**
Détention limitée					**0**
Détention préventive		1	1	1	**3**
Interné					**0**
Libération conditionnelle					**0**
Post-judiciaire					**0**
Probation					**0**
Surveillance électronique					**0**
Hors dépôt de plainte			1		**1**
Jugement			2		**2**
Liberté provisoire					**0**
Autres (dyades particulières)			2		**2**
Total général	**3**	**16**	**10**	**6**	**35**

Tableau 3 : répartition des partenaires judiciaires ayant relayé les demandes reprises au tableau 1

Partenaires Relais	**1er trimestre**	**2ème trimestre**	**3ème trimestre**	**4ème trimestre**	**TOTAL**
Offre judiciaire aux deux parties	**0**	**3**	**1**	**1**	**5**
Citation / Invitation		2	1	1	**4**
Chambre du Conseil		1			**1**
Offre Automatique Roulage					**0**
Offre Automatique Ciblée					**0**
Offre Proactive du Juge d'Instruction					**0**
Offre Proactive du Procureur					**0**
Offre Proactive du TAP					**0**
Offre Proactive du Tribunal					**0**
Relais « auteur »	**4**	**29**	**6**	**12**	**51**
Avocat de l'Auteur					**0**
Demande Rebond					**0**
Demande spontanée de l'auteur	2	8	1	2	**13**
Maison de Justice	1		1		**2**
Police					**0**
Service d'aide aux Justiciables/SAD	1	21	2	10	**34**
Service Interne Prison			1		**1**
Information Classement Sans Suites					**0**
Relais Non Judiciaires			1		**1**
Relais « victime »	**0**	**0**	**5**	**0**	**5**
Assistante Policière aux Victimes					**0**
Avocat Victime					**0**
Demande Rebond			3		**3**
Demande spontanée de la Victime					**0**
Dépôt de Plainte					**0**
Information Classement Sans Suites					**0**
Information Modalités d'Exécution de la Peine					**0**
Maison de Justice			2		**2**
Police					**0**
Service d'Aide aux Victimes					**0**
Relais Non Judiciaires					**0**
Total	**4**	**32**	**12**	**13**	**61**

Antenne de Mons

Tableau 1 : demandes de médiation enregistrées au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017

Niveaux d'intervention	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	TOTAL
Alternative à la détention préventive				1	**1**
Avant jugement	7	5	5	4	**21**
Avant poursuites	2	2	1	3	**8**
Classement sans suite					**0**
Condamné et incarcéré	36	15	12	6	**69**
Détention limitée					**0**
Détention préventive	1	2	3		**6**
Interné	1	1			**2**
Libération conditionnelle		1			**1**
Post-judiciaire	1	2			**3**
Probation	2			4	**6**
Surveillance électronique	2		1		**3**
Hors dépôt de plainte					**0**
Jugement					**0**
Liberté provisoire					**0**
Autre (dyades particulières)				1	**1**
Total général	**52**	**28**	**22**	**19**	**121**

Tableau 2 : médiations effectives issues des demandes introduites au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017

Niveaux d'intervention	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	TOTAL
Alternative à la détention préventive				1	**1**
Avant jugement	6	2		2	**10**
Avant poursuites	1	1		2	**4**
Classement sans suite					**0**
Condamné et incarcéré	23	9	9	4	**45**
Détention limitée					**0**
Détention préventive		1	3		**4**
Interné	1	1			**2**
Libération conditionnelle		1			**1**
Post-judiciaire	1	2			**3**
Probation	2			3	**5**
Surveillance électronique	1				**1**
Hors dépôt de plainte					**0**
Jugement					**0**
Liberté provisoire					**0**
Autres (dyades particulières)				1	**1**
Total général	**35**	**17**	**12**	**13**	**77**

Tableau 3 : répartition des partenaires judiciaires ayant relayé les demandes reprises au tableau 1

Partenaires Relais	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	TOTAL
Offre judiciaire aux deux parties	7	5	5	6	23
Citation / Invitation	7	5	5	2	19
Chambre du Conseil					0
Offre Automatique Roulage				1	1
Offre Automatique Ciblée					0
Offre Proactive du Juge d'Instruction				1	1
Offre Proactive du Procureur					0
Offre Proactive du TAP					0
Offre Proactive du Tribunal				2	2
Relais « auteur »	42	18	17	9	86
Avocat de l'Auteur	4				4
Demande Rebond		3	1	2	6
Demande spontanée de l'auteur	24	6	10	1	41
Maison de Justice	4	1		3	8
Police			1		1
Service d'aide aux Justiciables/SAD		1			1
Service Interne Prison	10	7	5	3	25
Information Classement Sans Suites					0
Relais Non Judiciaires					0
Relais « victime »	3	5	0	4	12
Assistante Policière aux Victimes	2	3			5
Avocat Victime					0
Demande Rebond	1			1	2
Demande spontanée de la Victime					0
Dépôt de Plainte				1	1
Information Classement Sans Suites					0
Information Modalités d'Exécution de la Peine					0
Maison de Justice		1			1
Police					0
Service d'Aide aux Victimes		1		2	3
Relais Non Judiciaires					0
Total	52	28	22	19	121

Antenne de NAMUR

Tableau 1 : demandes de médiation enregistrées au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017

Niveaux d'intervention	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	TOTAL
Alternative à la détention préventive					**0**
Avant jugement	16	6	10	2	**34**
Avant poursuites	1	1		4	**6**
Classement sans suite		1			**1**
Condamné et incarcéré		3	2	11	**16**
Détention limitée		5		1	**6**
Détention préventive	13	8	2	2	**25**
Interné	4	1		1	**6**
Libération conditionnelle					**0**
Post-judiciaire		3		2	**5**
Probation		5			**5**
Surveillance électronique					**0**
Hors dépôt de plainte					**0**
Jugement					**0**
Liberté provisoire					**0**
Autre (dyades particulières)					**0**
Total général	**34**	**33**	**14**	**23**	**104**

Tableau 2 : médiations effectives issues des demandes introduites au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017

Niveaux d'intervention	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	TOTAL
Alternative à la détention préventive					**0**
Avant jugement	9	5	10	2	**26**
Avant poursuites	1	1		1	**3**
Classement sans suite		1			**1**
Condamné et incarcéré		2		2	**4**
Détention limitée		4		1	**5**
Détention préventive	8	8	2	2	**20**
Interné	4				**4**
Libération conditionnelle					**0**
Post-judiciaire		3		1	**4**
Probation		5			**5**
Surveillance électronique					**0**
Hors dépôt de plainte					**0**
Jugement					**0**
Liberté provisoire					**0**
Autres (dyades particulières)					**0**
Total général	**22**	**29**	**12**	**9**	**72**

Tableau 3 : répartition des partenaires judiciaires ayant relayé les demandes reprises au tableau 1

Partenaires Relais	**1er trimestre**	**2ème trimestre**	**3ème trimestre**	**4ème trimestre**	**TOTAL**
Offre judiciaire aux deux parties	**17**	**7**	**9**	**3**	**36**
Citation / Invitation	17	7	9	2	**35**
Chambre du Conseil					**0**
Offre Automatique Roulage				1	**1**
Offre Automatique Ciblée					**0**
Offre Proactive du Juge d'Instruction					**0**
Offre Proactive du Procureur					**0**
Offre Proactive du TAP					**0**
Offre Proactive du Tribunal					**0**
Relais « auteur »	**15**	**23**	**5**	**18**	**61**
Avocat de l'Auteur	3		1		**4**
Demande Rebond					**0**
Demande spontanée de l'auteur		3	2	3	**8**
Maison de Justice		10		1	**11**
Police					**0**
Service d'aide aux Justiciables/SAD	3	1		1	**5**
Service Interne Prison	9	9	2	13	**33**
Information Classement Sans Suites					**0**
Relais Non Judiciaires					**0**
Relais « victime »	**2**	**3**	**0**	**2**	**7**
Assistante Policière aux Victimes	1				**1**
Avocat Victime					**0**
Demande Rebond	1				**1**
Demande spontanée de la Victime		3			**3**
Dépôt de Plainte					**0**
Information Classement Sans Suites					**0**
Information Modalités d'Exécution de la Peine					**0**
Maison de Justice					**0**
Police				2	**2**
Service d'Aide aux Victimes					**0**
Relais Non Judiciaires					**0**
Total	**34**	**33**	**14**	**23**	**104**

Antenne de NEUFCHATEAU

Tableau 1 : demandes de médiation enregistrées au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017

Niveaux d'intervention	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	TOTAL
Alternative à la détention préventive		2			**2**
Avant jugement	4				**4**
Avant poursuites					**0**
Classement sans suite				3	**3**
Condamné et incarcéré	4	8	5	11	**28**
Détention limitée				1	**1**
Détention préventive					**0**
Interné					**0**
Libération conditionnelle				2	**2**
Post-judiciaire	1	1			**2**
Probation	2	1			**3**
Surveillance électronique					**0**
Hors dépôt de plainte					**0**
Jugement					**0**
Liberté provisoire					**0**
Autre (dyades particulières): *placement IPPJ*		1	1		**2**
Total général	**11**	**13**	**6**	**17**	**47**

Tableau 2 : médiations effectives issues des demandes introduites au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017

Niveaux d'intervention	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	TOTAL
Alternative à la détention préventive					**0**
Avant jugement	2				**2**
Avant poursuites					**0**
Classement sans suite				2	**2**
Condamné et incarcéré	3	4	3	6	**16**
Détention limitée					**0**
Détention préventive					**0**
Interné					**0**
Libération conditionnelle				1	**1**
Post-judiciaire		1			**1**
Probation	2	1			**3**
Surveillance électronique					**0**
Hors dépôt de plainte					**0**
Jugement					**0**
Liberté provisoire					**0**
Autre (dyades particulières): *placement IPPJ*			1		**1**
Total général	**7**	**6**	**4**	**9**	**26**

Tableau 3 : répartition des partenaires judiciaires ayant relayé les demandes reprises au tableau 1

Partenaires Relais	**1er trimestre**	**2ème trimestre**	**3ème trimestre**	**4ème trimestre**	**TOTAL**
Offre judiciaire aux deux parties	**5**	**0**	**0**	**0**	**5**
Citation / Invitation	5				**5**
Chambre du Conseil					**0**
Offre Automatique Roulage					**0**
Offre Automatique Ciblée					**0**
Offre Proactive du Juge d'Instruction					**0**
Offre Proactive du Procureur					**0**
Offre Proactive du TAP					**0**
Offre Proactive du Tribunal					**0**
Relais « auteur »	**5**	**12**	**5**	**13**	**35**
Avocat de l'Auteur					**0**
Demande Rebond					**0**
Demande spontanée de l'auteur	2			2	**4**
Maison de Justice		3		1	**4**
Police					**0**
Service d'aide aux Justiciables/SAD	1	7	4	9	**21**
Service Interne Prison	2	2	1	1	**6**
Information Classement Sans Suites					**0**
Relais Non Judiciaires					**0**
Relais « victime »	**1**	**1**	**1**	**4**	**7**
Assistante Policière aux Victimes					**0**
Avocat Victime					**0**
Demande Rebond				1	**1**
Demande spontanée de la Victime	1	1	1		**3**
Dépôt de Plainte					**0**
Information Classement Sans Suites				2	**2**
Information Modalités d'Exécution de la Peine					**0**
Maison de Justice					**0**
Police					**0**
Service d'Aide aux Victimes					**0**
Relais Non Judiciaires				1	**1**
Total	**11**	**13**	**6**	**17**	**47**

Antenne de NIVELLES

Tableau 1 : demandes de médiation enregistrées au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017

Niveaux d'intervention	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	TOTAL
Alternative à la détention préventive				1	**1**
Avant jugement		1			**1**
Avant poursuites	6	3	2	2	**13**
Classement sans suite	1	2	1	1	**5**
Condamné et incarcéré	26	53	28	8	**115**
Détention limitée					**0**
Détention préventive	2		1	1	**4**
Interné					**0**
Libération conditionnelle		2		1	**3**
Post-judiciaire	1	1	1		**3**
Probation	1		1		**2**
Surveillance électronique	5		2		**7**
Hors dépôt de plainte	1	2	1	1	**5**
Jugement					**0**
Liberté provisoire					**0**
Autre (dyades particulières)					**0**
Total général	**43**	**64**	**37**	**15**	**159**

Tableau 2 : médiations effectives issues des demandes introduites au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017

Niveaux d'intervention	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	TOTAL
Alternative à la détention préventive				1	**1**
Avant jugement		1			**1**
Avant poursuites	6	3	1	2	**12**
Classement sans suite	1	2	1	1	**5**
Condamné et incarcéré	16	25	17	4	**62**
Détention limitée					**0**
Détention préventive	1				**1**
Interné					**0**
Libération conditionnelle		2		1	**3**
Post-judiciaire	1	1	1		**3**
Probation	1		1		**2**
Surveillance électronique	5		1		**6**
Hors dépôt de plainte	1	2	1	1	**5**
Jugement					**0**
Liberté provisoire					**0**
Autres (dyades particulières)					**0**
Total général	**32**	**36**	**23**	**10**	**101**

Tableau 3 : répartition des partenaires judiciaires ayant relayé les demandes reprises au tableau 1

Partenaires Relais	**1er trimestre**	**2ème trimestre**	**3ème trimestre**	**4ème trimestre**	**TOTAL**
Offre judiciaire aux deux parties	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Citation / Invitation					**0**
Chambre du Conseil					**0**
Offre Automatique Roulage					**0**
Offre Automatique Ciblée					**0**
Offre Proactive du Juge d'Instruction					**0**
Offre Proactive du Procureur					**0**
Offre Proactive du TAP					**0**
Offre Proactive du Tribunal					**0**
Relais « auteur »	**34**	**52**	**33**	**13**	**132**
Avocat de l'Auteur					**0**
Demande Rebond		3			**3**
Demande spontanée de l'auteur	14	25	16	6	**61**
Maison de Justice	1		3	1	**5**
Police	1			2	**3**
Service d'aide aux Justiciables/SAD	4	6	1	1	**12**
Service Interne Prison	14	15	13	3	**45**
Information Classement Sans Suites					**0**
Relais Non Judiciaires		3			**3**
Relais « victime »	**9**	**12**	**4**	**2**	**27**
Assistante Policière aux Victimes	6	2	1		**9**
Avocat Victime					**0**
Demande Rebond	2	5	1		**8**
Demande spontanée de la Victime	1			1	**2**
Dépôt de Plainte					**0**
Information Classement Sans Suites					**0**
Information Modalités d'Exécution de la Peine					**0**
Maison de Justice					**0**
Police		1			**1**
Service d'Aide aux Victimes		4	2	1	**7**
Relais Non Judiciaires					**0**
Total	**43**	**64**	**37**	**15**	**159**

Antenne de Tournai

Tableau 1 : demandes de médiation enregistrées au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017

Niveaux d'intervention	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	TOTAL
Alternative à la détention préventive			2		**2**
Avant jugement	4				**4**
Avant poursuites	3				**3**
Classement sans suite		2			**2**
Condamné et incarcéré	3	10	6	8	**27**
Détention limitée					**0**
Détention préventive	2				**2**
Interné	5				**5**
Libération conditionnelle					**0**
Post-judiciaire	2		1		**3**
Probation					**0**
Surveillance électronique					**0**
Hors dépôt de plainte					**0**
Jugement					**0**
Liberté provisoire					**0**
Autre (dyades particulières)					**0**
Total général	**19**	**12**	**9**	**8**	**48**

Tableau 2 : médiations effectives issues des demandes introduites au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017

Niveaux d'intervention	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	TOTAL
Alternative à la détention préventive			2		**2**
Avant jugement	3				**3**
Avant poursuites	3				**3**
Classement sans suite		2			**2**
Condamné et incarcéré	2	7	5	5	**19**
Détention limitée					**0**
Détention préventive	1				**1**
Interné	4				**4**
Libération conditionnelle					**0**
Post-judiciaire	2		1		**3**
Probation					**0**
Surveillance électronique					**0**
Hors dépôt de plainte					**0**
Jugement					**0**
Liberté provisoire					**0**
Autres (dyades particulières)					**0**
Total général	**15**	**9**	**8**	**5**	**37**

Tableau 3 : répartition des partenaires judiciaires ayant relayé les demandes reprises au tableau 1

Partenaires Relais	**1er trimestre**	**2ème trimestre**	**3ème trimestre**	**4ème trimestre**	**TOTAL**
Offre judiciaire aux deux parties	**2**	**0**	**2**	**0**	**4**
Citation / Invitation	2				**2**
Chambre du Conseil					**0**
Offre Automatique Roulage					**0**
Offre Automatique Ciblée					**0**
Offre Proactive du Juge d'Instruction			2		**2**
Offre Proactive du Procureur					**0**
Offre Proactive du TAP					**0**
Offre Proactive du Tribunal					**0**
Relais « auteur »	**16**	**10**	**5**	**8**	**39**
Avocat de l'Auteur					**0**
Demande Rebond					**0**
Demande spontanée de l'auteur	4	10	4	2	**20**
Maison de Justice	1				**1**
Police	2				**2**
Service d'aide aux Justiciables/SAD	5		1	5	**11**
Service Interne Prison	4			1	**5**
Information Classement Sans Suites					**0**
Relais Non Judiciaires					**0**
Relais « victime »	**1**	**2**	**2**	**0**	**5**
Assistante Policière aux Victimes	1				**1**
Avocat Victime					**0**
Demande Rebond					**0**
Demande spontanée de la Victime		1			**1**
Dépôt de Plainte					**0**
Information Classement Sans Suites		1			**1**
Information Modalités d'Exécution de la Peine					**0**
Maison de Justice					**0**
Police					**0**
Service d'Aide aux Victimes			2		**2**
Relais Non Judiciaires					**0**
Total	**19**	**12**	**9**	**8**	**48**

Antenne de VERVIERS

Tableau 1 : demandes de médiation enregistrées au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017

Niveaux d'intervention	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	TOTAL
Alternative à la détention préventive					**0**
Avant jugement	1	4	5		**10**
Avant poursuites	1				**1**
Classement sans suite			1		**1**
Condamné et incarcéré	5	10	4	17	**36**
Détention limitée					**0**
Détention préventive				1	**1**
Interné					**0**
Libération conditionnelle	1	1			**2**
Post-judiciaire		1			**1**
Probation		2			**2**
Surveillance électronique	4	3	5		**12**
Hors dépôt de plainte			1		**1**
Jugement					**0**
Liberté provisoire					**0**
Autre (dyades particulières)					**0**
Total général	**12**	**21**	**16**	**18**	**67**

Tableau 2 : médiations effectives issues des demandes introduites au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017

Niveaux d'intervention	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	TOTAL
Alternative à la détention préventive					0
Avant jugement	1	4	4		9
Avant poursuites	1				1
Classement sans suite			1		1
Condamné et incarcéré	4	9	1	9	23
Détention limitée					0
Détention préventive				1	1
Interné					0
Libération conditionnelle	1				1
Post-judiciaire		1			1
Probation		2			2
Surveillance électronique	3	1	3		7
Hors dépôt de plainte			1		1
Jugement					0
Liberté provisoire					0
Autres (dyades particulières)					0
Total général	10	17	10	10	47

Tableau 3 : répartition des partenaires judiciaires ayant relayé les demandes reprises au tableau 1

Partenaires Relais	**1er trimestre**	**2ème trimestre**	**3ème trimestre**	**4ème trimestre**	**TOTAL**
Offre judiciaire aux deux parties	**1**	**4**	**4**	**0**	**9**
Citation / Invitation	1	4	4		**9**
Chambre du Conseil					**0**
Offre Automatique Roulage					**0**
Offre Automatique Ciblée					**0**
Offre Proactive du Juge d'Instruction					**0**
Offre Proactive du Procureur					**0**
Offre Proactive du TAP					**0**
Offre Proactive du Tribunal					**0**
Relais « auteur »	**10**	**14**	**10**	**16**	**50**
Avocat de l'Auteur			1		**1**
Demande Rebond					**0**
Demande spontanée de l'auteur	5	9	2	12	**28**
Maison de Justice	5	4			**9**
Police					**0**
Service d'aide aux Justiciables/SAD			2	2	**4**
Service Interne Prison		1		2	**3**
Information Classement Sans Suites					**0**
Relais Non Judiciaires			5		**5**
Relais « victime »	**1**	**3**	**2**	**2**	**8**
Assistante Policière aux Victimes					**0**
Avocat Victime					**0**
Demande Rebond				2	**2**
Demande spontanée de la Victime		1			**1**
Dépôt de Plainte	1				**1**
Information Classement Sans Suites					**0**
Information Modalités d'Exécution de la Peine					**0**
Maison de Justice		1	1		**2**
Police					**0**
Service d'Aide aux Victimes		1			**1**
Relais Non Judiciaires			1		**1**
Total	**12**	**21**	**16**	**18**	**67**

DONNÉES GLOBALES TOUS ARRONDISSEMENTS CONFONDUS

Tableau 1 : demandes de médiations enregistrées au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017

Niveaux d'intervention	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	TOTAL
Alternative à la détention préventive	10	9	7	7	**33**
Avant jugement	94	67	69	37	**267**
Avant poursuites	33	35	27	27	**122**
Classement sans suite	7	6	5	10	**28**
Condamné et incarcéré	144	194	93	113	**544**
Détention limitée	0	5	0	2	**7**
Détention préventive	36	42	23	18	**119**
Interné	10	5	2	5	**22**
Libération conditionnelle	5	6	7	9	**27**
Post-judiciaire	6	21	5	9	**41**
Probation	15	9	7	8	**39**
Surveillance électronique	17	8	9	1	**35**
Hors dépôt de plainte	6	10	8	5	**29**
Jugement	0	0	2	0	**2**
Liberté provisoire	0	0	0	2	**2**
Autre (dyades particulières)	2	1	3	1	**7**
Total général	**385**	**418**	**267**	**254**	**1324**

Tableau 2 : médiations effectives issues des demandes introduites au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017

Niveaux d'intervention	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	TOTAL
Alternative à la détention préventive	7	4	5	6	**22**
Avant jugement	57	32	43	26	**158**
Avant poursuites	27	24	22	21	**94**
Classement sans suite	5	6	3	6	**20**
Condamné et incarcéré	92	116	62	54	**324**
Détention limitée	0	4	0	1	**5**
Détention préventive	22	31	16	14	**83**
Interné	9	4	1	3	**17**
Libération conditionnelle	4	4	4	2	**14**
Post-judiciaire	4	16	3	5	**28**
Probation	14	9	5	6	**34**
Surveillance électronique	14	4	5	1	**24**
Hors dépôt de plainte	6	8	8	5	**27**
Jugement	0	0	2	0	**2**
Liberté provisoire	0	0	0	2	**2**
Autres (dyades particulières)	2	0	3	1	**6**
Total général	**263**	**262**	**182**	**153**	**860**

Tableau 3 : répartition des partenaires judiciaires ayant relayé les demandes reprises au tableau

Partenaires Relais	**1er trimestre**	**2ème trimestre**	**3ème trimestre**	**4ème trimestre**	**TOTAL**	**%**
Offre judiciaire aux deux parties	**102**	**88**	**63**	**46**	**299**	**22,583%**
Citation / Invitation	69	40	39	19	**167**	
Chambre du Conseil	0	5	0	0	**5**	
Offre Automatique Roulage	8	12	6	9	**35**	
Offre Automatique Ciblée	22	24	14	14	**74**	
Offre Proactive du Juge d'Instruction	1	1	2	1	**5**	
Offre Proactive du Procureur	2	1	2	1	**6**	
Offre Proactive du TAP	0	2	0	0	**2**	
Offre Proactive du Tribunal	0	3	0	2	**5**	
Relais « auteur »	**229**	**269**	**161**	**173**	**832**	**62,840%**
Avocat de l'Auteur	16	16	11	13	**56**	
Demande Rebond	3	8	15	7	**33**	
Demande spontanée de l'auteur	80	108	53	45	**286**	
Maison de Justice	23	23	10	17	**73**	
Police	4	3	3	5	**15**	
Service d'aide aux Justiciables/SAD	46	52	28	43	**169**	
Service Interne Prison	56	54	32	39	**181**	
Information Classement Sans Suites	1	0	0	1	**2**	
Relais Non Judiciaires	0	5	9	3	**17**	
Relais « victime »	**54**	**61**	**43**	**35**	**193**	**14,577%**
Assistante Policière aux Victimes	18	19	4	1	**42**	
Avocat Victime	2	0	2	1	**5**	
Demande Rebond	7	13	11	5	**36**	
Demande spontanée de la Victime	4	6	2	3	**15**	
Dépôt de Plainte	5	1	0	1	**7**	
Information Classement Sans Suites	3	2	1	3	**9**	
Information Modalités d'Exécution de la Peine	0	0	0	0	**0**	
Maison de Justice	4	10	7	3	**24**	
Police	2	4	7	3	**16**	
Service d'Aide aux Victimes	6	6	7	9	**28**	
Relais Non Judiciaires	3	0	2	6	**11**	
Total	**385**	**418**	**267**	**254**	**1324**	**100,000%**

Tableau 4 : demandes de médiations enregistrées par établissement pénitentiaire impliquant un auteur détenu au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017

Etablissements	Détention/Internement	Détention Préventive/Observation	TOTAL
Andenne	79		**79**
Arlon	16	1	**17**
Berkendael	1		**1**
Dinant	1	7	**8**
Forest	20	2	**22**
Huy	6	5	**11**
Ittre	92		**92**
Jamioulx	25	10	**35**
Lantin	59	25	**84**
Leuze	34		**34**
Marche	46	3	**49**
Marneffe	19		**19**
Mons	56	6	**62**
Namur	6	25	**31**
Nivelles	33	4	**37**
Paifve	6		**6**
Saint- Gilles	20	29	**49**
St-Hubert	29		**29**
Tournai	9	2	**11**
Verviers			**0**
Autres I.D.S.	11		**11**
Etabl. NL			**0**
TOTAL	**568**	**119**	**687**

Tableau 5 : médiations effectives par établissement pénitentiaire issues de l'ensemble des demandes introduites au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017

Etablissements	Détention/Internement	Détention Préventive/Observation	Total
Andenne	46		**46**
Arlon	12	1	**13**
Berkendael	1		**1**
Dinant	1	4	**5**
Forest	13		**13**
Huy	2	2	**4**
Ittre	51		**51**
Jamioulx	13	6	**19**
Lantin	38	20	**58**
Leuze	21		**21**
Marche	22	2	**24**
Marneffe	13		**13**
Mons	40	5	**45**
Namur	5	19	**24**
Nivelles	19	2	**21**
Paifve	5		**5**
Saint- Gilles	11	20	**31**
St-Hubert	18	1	**19**
Tournai	6	1	**7**
Verviers			**0**
Autres I.D.S.	8		**8**
Etabl. NL			**0**
TOTAL	**345**	**83**	**428**

FORMULAIRE NP1 2017

A.S.B.L. : MEDIANTE

Nom et prénom	**Diplôme**	**Fonction, niveau d'engagement**	**Régime de travail**	**Date d'entrée en service**	**Date de départ**	**Divers (congés maladie,…)**
Florence PERPETE	Secrétariat	Fonction administrative	4/5 temps	01/10/2015	31/10/2017	

Annexes

1) Colloque *« Les familles face à la violence »* : Programme et plan d'intervention de Médiante.

2) *« Summer school 2017 »*: objectifs et programme.

3) IFJ *"Place de la victime dans le système pénal »*

4) Rencontre du Ministre de la justice Luxembourgeois.

5) Rencontre Citoyens Justice, AGMJ et Médiante : PV de Anaïs L'Hedever :

6) IJJO (International Juvenile Justice Observatory): Child victims training & field visit.

7) Colloque "*Vers une justice restaurative"* Amiens

8) Colloque « *Justice restaurative : retour d'expériences. Quelle philosophie, quel sens, quels acteurs ? »* Lyon

9) AJURES (Association pour la Justice restaurative en Suisse) : Projet de film documentaire sur la médiation en milieu carcéral.